

Bruxelles, le 25 juin 2020

Étude Finances locales 2020 Belfius

Quelle est la sensibilité des finances locales à la crise du Covid-19? Les pouvoirs locaux ont un rôle important à jouer pour relancer l'économie.

Les villes et communes ont connu des mois mouvementés, en première ligne de l'une des plus grandes crises de l'histoire récente. Le masque buccal doit être, pour ainsi dire, LE symbole du lien étroit qui unit les pouvoirs locaux et leurs citoyens. Premiers interlocuteurs, les pouvoirs locaux étaient et sont toujours prêts à protéger leurs citoyens du Covid-19. Les communes fournissent une aide de première ligne grâce à leur rôle clé dans les soins de santé (par le biais des maisons de repos et des hôpitaux généraux) et dans la protection (zones de secours et zones de police). Les responsabilités assumées par les pouvoirs locaux dans ce genre d'événements exceptionnels sont-elles suffisamment prises en compte ?

Les communes ont travaillé d'arrache-pied pour aider leurs citoyens et entreprises à surmonter cette période difficile, mais elles n'échapperont pas aux conséquences financières en 2020, en premier lieu au niveau de leurs dépenses et recettes d'exploitation. De manière générale, la crise sanitaire aura toutefois un impact moins prononcé sur les finances communales car les pouvoirs locaux sont moins exposés aux chocs conjoncturels que les autres niveaux de pouvoirs.

La problématique des charges des pensions des fonctionnaires statutaires, éclipsée pendant la crise, ne manquera certainement pas de revenir sur la table ultérieurement au cours de la présente législature. Reste encore à voir dans quelle mesure les plans d'investissement ambitieux et jugés nécessaires seront mis en œuvre. Une refonte des plans pluriannuels semble inévitable pour une partie des communes. Dans tous les cas, les communes disposent de leviers importants pour relancer l'économie.

Quel impact pour les villes et communes wallonnes ?

Les mesures prises par les pouvoirs locaux dans le cadre de la crise sanitaire auront principalement un impact sur le budget d'exploitation et en particulier sur les recettes fiscales en raison de report ou d'annulation de taxes pour soutenir l'économie locale. L'impact sur les dépenses d'exploitation est globalement plus mitigé avec des surcoûts qui sont toutefois compensés partiellement par des réductions de certaines dépenses.

D'après nos estimations, les ajustements budgétaires liés à la crise sanitaire entraineraient une détérioration du solde budgétaire des communes wallonnes de l'ordre de 45 à 166 millions EUR (soit entre 1% et 3% des budgets totaux) selon le scénario retenu. Dans le scénario le plus défavorable, le solde dégagé à l'exercice propre par l'ensemble des communes wallonnes deviendrait déficitaire de près de 100 millions EUR (toutes choses restant égales par ailleurs).

Il convient cependant de distinguer les effets à court terme de la crise (mesures d'urgence et conséquences du confinement) qui influencent directement le budget 2020, des effets collatéraux sur l'activité économique (chômage temporaire, les faillites imminentes ainsi que les pertes d'emplois) qui se prolongeront principalement en 2021 et 2022 et qui se traduiront essentiellement par un affaiblissement des bases imposables (taxes additionnelles et locales) et par l'accroissement des charges d'aide sociale.

La portée de la crise dépend également très largement des caractéristiques socio-économiques des communes et de leur situation financière initiale. Enfin, la crise du Covid-19 n'est pas le seul facteur à peser sur les finances à moyen terme et donc sur les plans pluriannuels. Durant la présente législature, l'effet boomerang des pensions, mis en évidence dans notre précédente étude sur les Finances locales, devrait toucher la majorité des administrations.

Dans tous les cas, les communes disposent de leviers importants pour relancer l'économie, notamment au travers de mesures de soutien aux commerçants locaux et de leur programme d'investissement ambitieux pour la législature.

Soutenir les ambitions

Les pouvoirs locaux disposent de nombreux leviers pour aider leurs citoyens et entreprises à surmonter cette période difficile. Et ce ne sera pas superflu. Car, entre-temps, nous savons que le Covid-19 impactera notre vie au quotidien et notre économie plus longtemps que ce que nous avons imaginé initialement.

Dirk Gyselinck, membre du comité de direction de Belfius Banque : « Dans ce contexte sans précédent, les pouvoirs locaux ont joué un rôle clé en guidant leurs citoyens et leurs commerçants à travers la crise. Un effort conséquent et inspirant. L'étude sur les finances locales révèle que, de manière générale, la crise sanitaire aura un impact moins prononcé sur les finances communales car les pouvoirs locaux sont moins exposés aux chocs conjoncturels que les autres niveaux de pouvoirs. Plus que jamais, les autorités locales comptent sur notre soutien et sur nos conseils pour leur plan de relance. En tant que partenaire du secteur public, nos équipes sont à leurs côtés avec un seul objectif: être 'meaningful and inspiring' pour une Belgique saine avec une économie saine! »

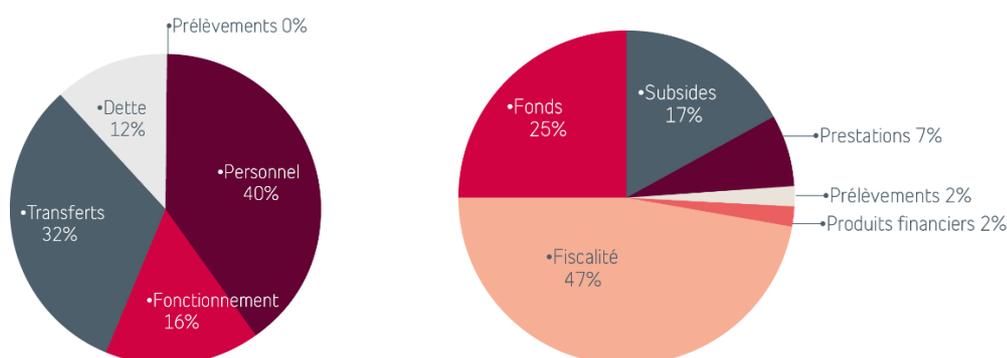


L'aspect financier dans le détail

Situation financière pour 2020 telle que prévue par les communes dans leur budget initial, et impact estimé du COVID-19

Bref aperçu des budgets initiaux 2020

- **Recettes ordinaires** : selon les budgets 2020 des communes wallonnes, les recettes ordinaires s'établissent à 5,6 milliards EUR, en progression de 2,2% par rapport à 2019. Près de la moitié des recettes ordinaires proviennent de la fiscalité qui est en hausse de 2,6%. Près de 80% des recettes fiscales proviennent de taxes additionnelles à d'autres impôts (précompte immobilier, impôt des personnes physiques, taxe de circulation). Les taxes spécifiquement locales représentent le solde.
- **Dépenses ordinaires** : selon les budgets initiaux 2020, les dépenses ordinaires des communes wallonnes s'établissent à 5,5 milliards EUR, soit 1.518 EUR par habitant, et enregistrent une progression limitée de 1,8% par rapport à 2019. Parmi ces dépenses, celles de transfert augmentent plus fortement (+3,9%). C'est particulièrement le cas pour la dotation communale au CPAS qui progresse de 5,1% en moyenne dans les communes wallonnes.
- **Equilibre budgétaire** : la quasi-totalité des communes wallonnes présentent un budget initial 2020 en équilibre à l'exercice propre. Elles dégagent ensemble un léger boni de 73 millions EUR à l'exercice propre et de 341 millions EUR à l'exercice global. Le solde dégagé à l'exercice propre doit toutefois être nuancé par l'inscription en recettes d'un «crédit spécial de recettes préfigurant les dépenses non engagées de l'exercice» (près de 50 millions EUR, soit un quasi-doublement par rapport à 2019) et par l'imputation au niveau des exercices antérieurs de la cotisation de responsabilisation relative aux charges de pensions (près de 90 millions EUR).



Impact de la crise Covid 19 sur les recettes et les dépenses 2020

Les budgets initiaux 2020 ont été profondément impactés, directement ou indirectement, par les effets de la crise sanitaire.

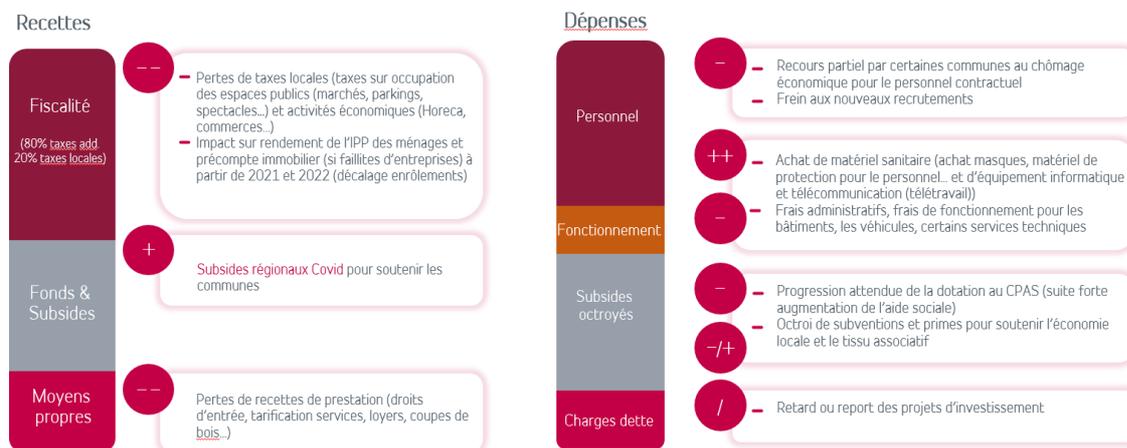
Les mesures prises par les pouvoirs locaux dans le cadre de la crise sanitaire auront principalement un impact sur le budget d'exploitation et en particulier sur les recettes fiscales en raison de report ou d'annulation de taxes pour soutenir l'économie locale. L'impact sur les dépenses d'exploitation est globalement plus mitigé avec des surcoûts qui sont toutefois compensés partiellement par des réductions de certaines dépenses.



Selon le scénario retenu, les recettes pourraient connaître en 2020 une contraction située entre 50 et 125 millions EUR (soit entre 0,9% et 2,3% des recettes totales).

Au total, les dépenses subissent une progression oscillant entre 5 millions (+0,1%) et 42 millions (+0,8%) selon le scénario retenu.

L'impact total sur les rentrées et les dépenses est présenté dans le schéma ci-dessous :

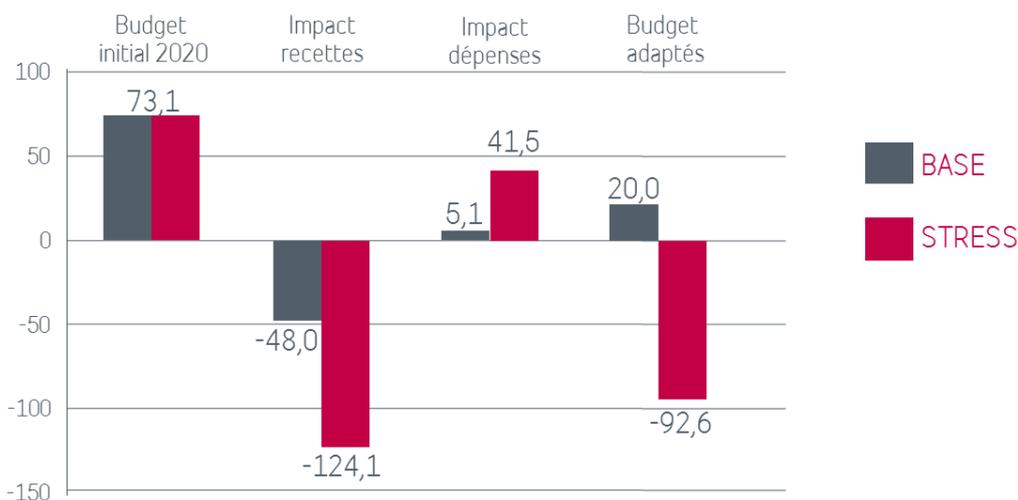


Pour compenser en partie les charges financières qui pèsent sur les pouvoirs locaux, les gouvernements régionaux et le gouvernement fédéral ont déjà prévu plusieurs mesures compensatoires en faveur des communes et des CPAS.

Quel impact sur l'équilibre budgétaire des communes ?

En cumulant les impacts sur les recettes et les dépenses communales, nous pouvons évaluer l'impact sur les soldes budgétaires. Partant d'un excédent à l'exercice propre de 73,1 millions EUR à l'exercice propre au **budget initial 2020**, les ajustements budgétaires liés à la crise sanitaire entraîneraient une détérioration du solde de 45 à 166 millions EUR (soit entre 1% et 3% des budgets totaux) selon le scénario retenu. Dans le scénario le plus défavorable, le solde dégagé par l'ensemble des communes wallonnes deviendrait déficitaire de près de 100 millions EUR (toutes choses restant égales par ailleurs).

Impact de la crise sanitaire sur le solde des budgets initiaux 2020 (en millions EUR)



Il convient d'insister sur le fait que cet exercice prospectif a été réalisé à l'échelle de l'ensemble des communes de la Wallonie, soit pour une «commune wallonne moyenne». Cet exercice peut masquer de profondes disparités tant au niveau des caractéristiques socio-économique (et donc de la sensibilité aux effets de la crise) qu'au niveau des mesures proactives adoptées par les gestionnaires communaux (autonomie communale).

L'impact du Covid-19 se fera encore sentir au cours des années 2021-2025

Au cours des années à venir, le choc sera amplifié par une légère baisse des recettes fiscales, conjuguée à une hausse des dépenses sociales.

Ceci est susceptible d'avoir des conséquences pour les projets investissements planifiés ainsi que pour la capacité à payer les pensions déjà sous pression.

Recettes fiscales sous pression

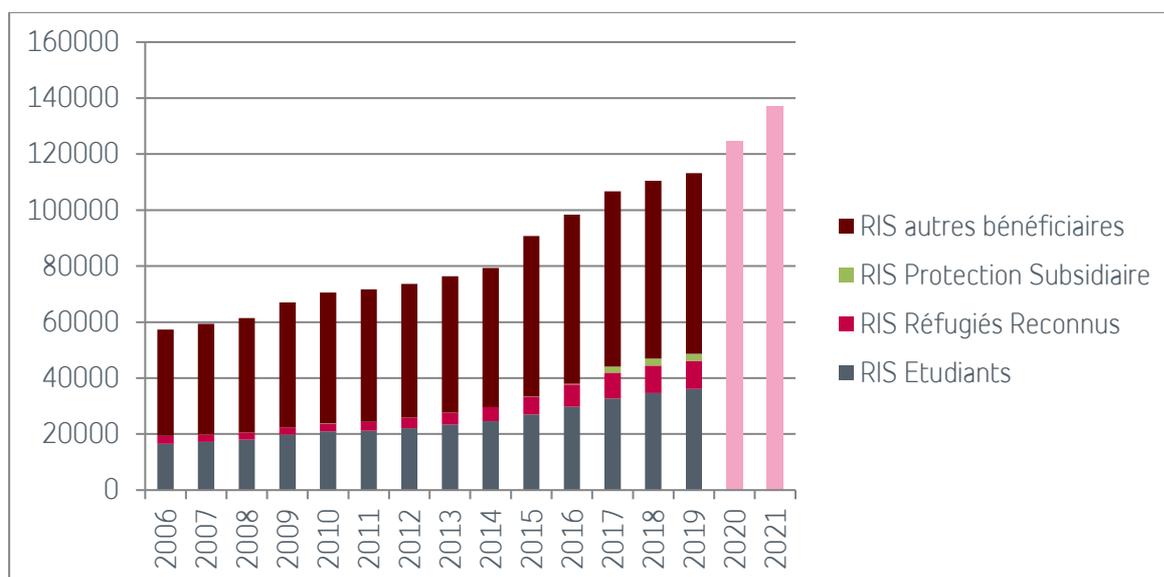
Au-delà de 2020, les effets de la crise sanitaire se prolongeront essentiellement par un affaiblissement des bases imposables (taxes additionnelles à l'IPP et au précompte immobilier). Compte tenu des délais d'enrôlement et de rétrocession aux communes, les pertes encourues pourraient se situer entre 35 et 56 millions EUR en 2021 (en fonction du niveau de décroissance du PIB constaté en 2020) et avoisiner les 40 millions EUR en 2022.

Davantage de dépenses sociales

Au-delà de 2020, les effets de la crise se prolongeront au niveau des dépenses communales essentiellement par l'accroissement des charges d'aide sociale au travers de la dotation au CPAS.

Selon les statistiques du SPP Intégration Sociale, le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale s'élevait à 70.482 unités¹ en Wallonie en 2019, soit 19,4 bénéficiaires pour 1.000 habitants. Au cours de ces 5 dernières années, le nombre de bénéficiaires a progressé de 27%. Avec la crise, la progression annuelle pourrait s'élever à près de 10% au cours de ces prochaines années ce qui devrait se répercuter partiellement sur l'évolution de la dotation communale au CPAS.

Évolution du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS)- Wallonie



¹ SPP Intégration Sociale, Moyenne annuelle 2019.

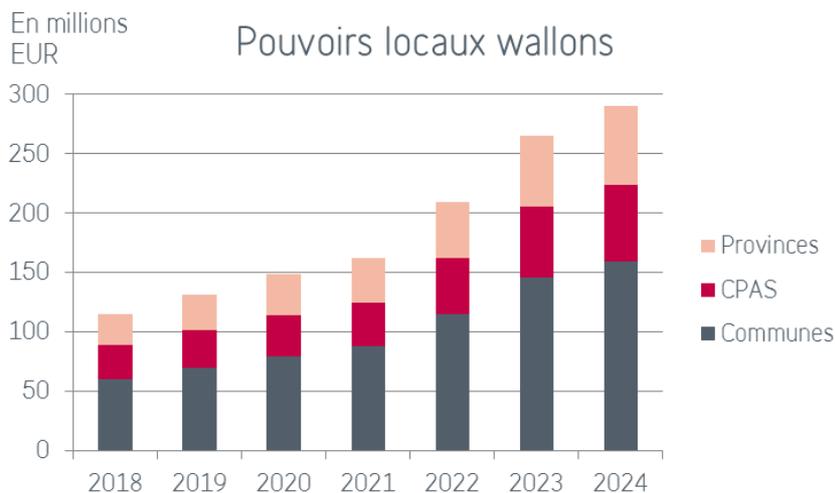


La problématique des pensions reste l'enjeu financier central

Au-delà des effets de la crise sanitaire, le financement des charges de pensions constituera assurément la problématique financière centrale pour les gestionnaires communaux au cours de ces prochaines années.

Selon les projections de l'Office des Pensions réalisées en 2019, la cotisation de responsabilisation (qui s'ajoute aux cotisations de base, elles-mêmes déjà majorées) à charge de l'ensemble des communes, provinces et CPAS wallons devrait passer à 115 millions EUR en 2018 à près de 290 millions EUR en 2024.

Projection de la cotisation de responsabilisation des pouvoirs locaux wallons (2018-2024) – En millions EUR

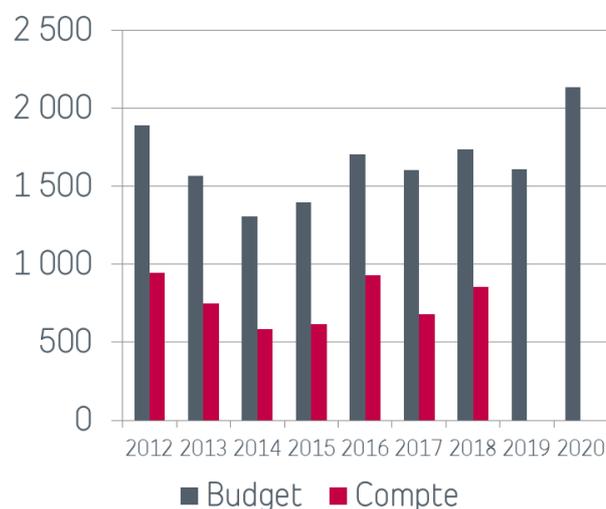


Cette problématique est en cours d'analyse dans le cadre de la Task force Finances locales instaurée par le Gouvernement wallon à l'initiative du ministre des Pouvoirs locaux de la Région wallonne.

Quelle conséquence sur la dynamique des investissements ?

Après plusieurs années de ralentissement, les projets d'investissement des communes wallonnes renouent avec une nette progression de près de 30% selon les budgets initiaux 2020.

Évolution des dépenses d'investissements sur la base des budgets et des comptes – En millions EUR



Ce regain pourrait néanmoins être retardé ou remis en cause dans le contexte d'incertitude résultant de la crise sanitaire. En effet, la période de confinement a certainement retardé la mise en œuvre de certains projets d'investissement (arrêt temporaire d'entreprises de construction, retard dans la livraison de matériaux, retard des procédures de marchés publics...).

À moyen terme, les incertitudes liées à la crise sanitaire ainsi que la fragilisation de la situation financière pourraient conduire certaines communes à reporter certains projets d'investissement.

Au travers de cet exercice de réflexion, nous n'avons nullement la prétention de vouloir prédire l'avenir ou de faire preuve d'exhaustivité. Notre intention est d'offrir aux élus locaux un cadre de réflexion sur les nombreux enjeux que les communes sont amenées à relever. L'analyse financière de Belfius Banque s'inscrit dans notre politique de soutien aux administrations.

Au-delà de cette étude, Belfius prévoit également d'autres outils pour venir en aide aux communes. Tout d'abord, nous citerons Symia, l'outil de simulation du plan pluriannuel permettant aux communes de continuer à suivre leur situation financière. Pour aider les villes et les communes à redynamiser l'économie locale, Belfius et The Sudio ont également récemment lancé Cirklo, un système de bons d'achat digitaux à utiliser dans des commerces locaux.

Contact presse

Ulrike Pommee

ulrike.pommee@belfius.be / press@belfius.be

02 222 02 57

[belfius.be](https://www.belfius.be)

